

GF FIDELITE



Rapport annuel au 31 Décembre 2020

Société de gestion : GENERALI INVESTMENTS PARTNERS S.p.A.
Società di gestione del risparmio

Dépositaire : BNP PARIBAS SECURITIES
SERVICES

Siège social : 4, via Machiavelli, Trieste (Italie)

Sommaire

Rapport de gestion

- 3 Orientation des placements
- 8 Politique d'investissement

Comptes annuels

- 15 Bilan actif
- 16 Bilan passif
- 17 Hors-bilan
- 18 Compte de résultat

Comptes annuels - Annexe

- 19 Règles et méthodes comptables
- 21 Evolution de l'actif net
- 22 Complément d'information 1
- 23 Complément d'information 2
- 24 Ventilation par nature des créances et dettes
- 25 Ventilation par nature juridique ou économique d'instrument
- 26 Ventilation par nature de taux des postes d'actif, de passif et de hors-bilan
- 27 Ventilation par maturité résiduelle des postes d'actif, de passif et de hors-bilan
- 28 Ventilation par devise de cotation des postes d'actif, de passif et de hors-bilan
- 29 Affectation des résultats
- 35 Résultat et autres éléments
- 38 Inventaire

ORIENTATION

IDENTIFICATION

OBJECTIF DE GESTION

Dans le cadre d'une gestion discrétionnaire, l'objectif du fonds est de rechercher, à travers une politique active d'allocations d'actifs et de sélection de titres et d'OPCVM, FIA et fonds d'investissement, une performance nette de frais de gestion, à moyen terme, supérieure à celle mesurée par l'indice composite suivant : 30% EONIA Capitalisé (coupons nets réinvestis – en euro), 50% JPM EMU All Maturity (coupons nets réinvestis – en euro), 20% MSCI World (dividendes nets réinvestis – couverts en euro) (durée de placement recommandée supérieure à 3 ans).

INDICATEUR DE REFERENCE

L'indicateur de référence se décompose de la manière suivante :

30% EONIA Capitalisé (coupons nets réinvestis – en euro)
50% JPM EMU All Maturity (coupons nets réinvestis – en euro)
20% MSCI World (dividendes nets réinvestis - couverts en Euro)

L'indice EONIA (Euro Overnight Index Average) correspond à la moyenne des taux au jour le jour de la zone euro. Il est calculé par la Banque Centrale Européenne et représente le taux sans risque de la zone euro.

L'indice JP Morgan EMU All Maturity est un indice obligataire composé de titres d'états membres de la zone Euro. Cet indice inclut toutes les obligations d'échéance supérieure à 1 an. Il est calculé coupons nets réinvestis.

L'indice MSCI WORLD est un indice actions, qui reprend l'ensemble des plus importantes capitalisations boursières Internationales afin de couvrir jusqu'à 85% de la capitalisation boursière totale. Il est calculé dividendes nets réinvestis.

STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

1. Stratégies utilisées

Le FCP peut détenir jusqu'à 100% de son actif net (ou jusqu'à 110% de l'actif net dans le cas du recours à l'emprunt d'espèces) en OPCVM français ou européens, détenant au plus 10% de leurs actifs dans d'autres fonds. Le FCP peut également détenir jusqu'à 30% de son actif net en FIA et fonds d'investissement respectant les 4 critères définis par l'article R.214-13 du Code monétaire et financier.

La stratégie de gestion utilise le principe de la diversification des investissements entre les différentes classes d'actifs.

Pour réaliser son objectif de gestion qui est la valorisation prudente d'un capital, le fonds favorisera l'investissement sur des produits de taux, tant court terme que long terme en fonction des évolutions des marchés et de la conjoncture économique ; le fonds procédera à des investissements sur des OPCVM, FIA et fonds d'investissement orientés actions. En aucun cas la pondération en sous-jacents actions ne pourra être supérieure à 35% de l'actif du FCP.

La réalisation de l'objectif de gestion passe ainsi par une gestion dynamique de l'allocation d'actifs entre les marchés d'actions (35% maximum de l'actif du FCP) qui présentent un potentiel de performance important à moyen terme et les marchés obligataires et monétaires qui offrent une régularité de rendement. Cette allocation d'actifs peut également inclure des obligations convertibles, produits mixtes entre actions et obligations, qui sont intermédiaires en terme de couple rendement-risque.

La sélection des titres et des OPCVM, FIA et fonds d'investissement entrant dans la composition de l'actif du fonds sera réalisée de manière discrétionnaire.

Les principales zones géographiques d'investissement seront : l'Europe, les États-Unis et la zone Pacifique. Dans la limite de 10%, le fonds pourra investir sur les marchés des pays émergents.

La gestion de l'allocation entre classes d'actifs :

L'objectif est d'effectuer une allocation réactive combinant risque mesuré et performance et cela dans le respect d'une valorisation prudente du capital.

La gestion sera active autour d'une allocation de référence qui sera qualifiée de « stratégique ». Cette allocation « stratégique » est une allocation « médiane » du portefeuille et se décompose en grande masse par 30% de monétaire, 50% d'obligations et 20% d'actions.

Cette gestion de l'allocation doit permettre de :

- capter de la performance lors des phases de hausse des marchés boursiers en sur pondérant la part des OPCVM, FIA et fonds d'investissement actions en portefeuille par rapport à l'allocation médiane telle qu'exposée ci-dessus,
- sécuriser la performance en limitant les risques de baisse par un investissement majoritaire sur les marchés obligataires et monétaires et cela quelles que soient les phases des marchés boursiers.

Le FCP peut être exposé au risque de change à hauteur de 100% de son actif.

2. Les actifs (hors dérivés)

Le degré d'exposition au risque action est compris entre 0% et 35%.

La part monétaire sera comprise entre 0% et 100%.

L'exposition obligataire sera comprise entre 0% et 100%.

Actions : néant.

Titres de créance et instruments du marché monétaire :

Le FCP pourra investir en obligations d'état ou en obligations privées.

Il n'y a pas de règle de répartition stricte entre dette publique et dette privée, la latitude est laissée au gérant, en fonction de ses anticipations. Les investissements sur de la dette privée se feront dans le respect des règles de notation édictées ci-dessous.

Le FCP pourra investir principalement dans des titres non spéculatifs selon les analyses de la société de gestion, et éventuellement dont la notation pourra être comprise entre AAA et BBB- (Agence de notation : Standard and Poor's ou de notation jugée équivalente par la société de gestion). En outre il se réserve, pour un montant inférieur à 20% de l'actif la possibilité d'investir dans des titres spéculatifs selon les analyses de la société de gestion, et éventuellement ayant une notation comprise entre BB+ et D (Agence de notation : Standard and Poor's ou de notation jugée équivalente par la société de gestion). A ce titre il pourra intervenir sur les obligations convertibles.

Le FCP est géré à l'intérieur d'une fourchette de sensibilité comprise entre 0 et 10.

Le FCP peut faire appel de façon accessoire à des instruments du marché monétaire. Afin de rémunérer les liquidités résultant des opérations initiées par le gérant, l'actif peut être investi sur des titres de créance négociables.

Parts ou actions d'OPCVM, FIA et fonds d'investissement étranger :

Le FCP peut détenir jusqu'à 100% de son actif net (ou jusqu'à 110% de l'actif net dans le cas du recours à l'emprunt d'espèces) en OPCVM français ou européens, détenant au plus 10% de leurs actifs dans d'autres fonds. Le FCP peut également détenir jusqu'à 30% de son actif net en FIA et fonds d'investissement respectant les 4 critères définis par l'article R.214-13 du Code monétaire et financier.

Le FCP pourra investir en parts d'autres OPCVM, FIA et fonds d'investissement dont la gestion pourra être soit active, soit indicielle.

Les OPCVM, FIA et fonds d'investissement investis en actions, susceptibles d'être sélectionnés par le FCP, sont eux-mêmes investis en valeurs de tous secteurs, de toutes tailles de capitalisation et de style de gestion indifférent (valeur de croissance, valeur de rendement).

Les OPCVM, FIA et fonds d'investissement monétaires pouvant être retenus pour faire partie de l'actif du FCP sont principalement investis en titres de créances négociables, produits monétaires ou assimilés et en obligations de courte durée.

Le FCP a la possibilité d'acheter ou de souscrire des OPCVM, FIA ou fonds d'investissements gérés par la société de gestion ou une société liée.

3. Les instruments dérivés

Nature des marchés d'intervention :

- réglementés,
- organisés,
- de gré à gré.

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- actions,
- taux,
- change,
- crédit.

Nature des interventions :

- couverture,
- exposition.

Nature des instruments utilisés :

- futures,
- options,
- swaps,
- change à terme,
- CDS ou option sur CDS.

Stratégies d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :

- couverture des risques actions, de taux, de crédit et éventuellement de change.
- dynamisation du portefeuille par la vente ou l'achat de contrats à terme (futures, options) sur indices actions ou de taux et de dérivés de crédit sur indices et/ou émetteur, afin d'effectuer un réglage d'exposition aux risques actions, crédit et taux.

L'utilisation des futures, compte tenu des caractéristiques techniques afférentes aux opérations d'achats et de ventes des sous-jacents (délais d'exécution des ordres), permet d'octroyer plus de souplesse et de réactivité à la gestion du fonds. Ce mode de fonctionnement, donne ainsi l'opportunité au gérant de réagir avec efficacité aux mouvements de hausse ou de baisses des marchés induits par des données économiques, financières ou autres (géopolitique par exemple).

Les opérations seront effectuées dans la limite de 100% maximum de l'actif net du FCP.

La surexposition globale du portefeuille aux risques cumulés actions, crédit et taux ne pourra pas dépasser 150% de l'actif.

4. Les titres intégrant des dérivés

Le FCP pourra utiliser des titres intégrant des dérivés dans la limite de 10% de l'actif net selon les opportunités de marché.

5. Les dépôts

Le FCP peut effectuer des dépôts auprès d'un ou plusieurs établissements de crédit dans la limite de 100% de l'actif net.

6. Les emprunts d'espèces

Le gérant pourra effectuer temporairement des opérations d'emprunts d'espèces dans la limite de 10% de l'actif net du Fonds par solde débiteur autorisé par le dépositaire qui facturera des agios.

7. Les opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres

Il ne sera effectué aucune opération de prêt-emprunt de titres, ni à contrario d'acquisition-cession temporaire de titres.

Contrats constituant des garanties financières :

- Types de garanties financières autorisées : uniquement en espèces.
- Niveau de garanties financières requis : 100% du mark to market restant avec la contrepartie en question.
- Politique en matière de décote : non applicable.
- Il n'y aura pas de réinvestissement en ce qui concerne les garanties financières en espèces.

RISQUE GLOBAL

La méthode choisie par la société de gestion pour mesurer le risque global de l'OPC qu'elle gère est la méthode de l'engagement.

PROFIL DE RISQUE

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés (actions, obligations). Il existe un risque que le FCP ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

Risque de change :

Le FCP peut investir dans des valeurs libellées dans des devises étrangères hors zone euro (maximum 100 % de ses actifs).

La valeur des actifs peut baisser si les taux de change varient, ce qui peut entraîner une baisse de la valeur liquidative de votre fonds, le risque de change n'étant pas systématiquement couvert.

Risque de taux :

Le FCP peut investir en obligations. La hausse des taux d'intérêt peut entraîner la baisse de la valeur des obligations, et donc la baisse de la valeur du fonds.

Risque actions :

Le FCP peut investir en OPCVM, FIA et fonds d'investissement actions. Si les marchés actions baissent, la valeur liquidative de votre FCP peut baisser.

Risque de perte en capital :

Le FCP ne comporte aucune garantie ni protection, le capital initialement investi peut ne pas être restitué.

La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Risque de crédit :

Risque de dégradation de la signature et/ou de défaut d'un émetteur présent en portefeuille, ce qui peut entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Dans une limite de 20%, le FCP aura la possibilité d'investir dans des titres du secteur privé dits à « haut rendements » (high yield), dont la notation est inexistante ou basse et qui sont négociés sur des marchés dont les modalités de fonctionnement, en termes de transparence et de liquidité, peuvent s'écarter sensiblement des standards admis sur les places boursières ou réglementées européennes. Ce risque vient accroître le risque crédit et peut entraîner une baisse amplifiée de la valeur liquidative.

Risque de contrepartie :

Il s'agit du risque de défaillance d'une contrepartie la conduisant à un défaut de paiement. Ainsi le défaut de paiement d'une contrepartie pourra entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Risque lié à l'investissement sur les marchés émergents :

L'attention des souscripteurs est attirée sur les conditions de fonctionnement et de surveillance de ces marchés qui peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales.

DUREE MINIMUM DE PLACEMENT RECOMMANDEE

Supérieure à 3 ans.

RAPPORT DE GESTION

COMMISSAIRE AUX COMPTES

ERNST & YOUNG AUDIT

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

CONTEXTE ECONOMIQUE

Monde

L'économie mondiale a démarré l'année 2020 sur les chapeaux de roue, grâce à l'apaisement des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine (donnant même lieu à un accord commercial de phase 1 mi-janvier) et à des conditions financières favorables. Cette dynamique a toutefois radicalement changé lorsque la propagation rapide de la pandémie de Covid-19 (d'abord en Chine, puis en Europe, aux États-Unis et dans le reste du monde) a occasionné des fermetures généralisées dans le monde entier, causant d'importantes perturbations, notamment dans les services (trafic, tourisme, hôtellerie), mais aussi dans le secteur manufacturier avec des chaînes d'approvisionnement interrompues, ce qui a déclenché la plus grave récession mondiale de l'après-guerre.

Sous l'impulsion de la Fed, les banques centrales du monde entier ont réagi par des baisses de taux, une expansion audacieuse des achats d'actifs (y compris le nouveau programme PEPP de la BCE, plus flexible) et des injections de liquidités importantes. Les gouvernements ont mis en place des plans de relance budgétaire sans précédent, des dispositifs de chômage partiel (principalement en Europe) et des garanties de crédit de grande envergure pour soutenir les entreprises et les ménages touchés par cette crise. La plupart des économies ont atteint un point bas en avril (dès février pour la Chine), avant de rebondir à partir de mai après la levée progressive des mesures de confinement et le déblocage de la demande latente.

Grâce à la réouverture des économies, la baisse de PIB enregistrée au premier semestre (États-Unis : -10 %, zone euro : -15 %, Royaume-Uni : -22 %) a été en grande partie récupérée en raison d'un rebond marqué au troisième trimestre. La Chine (à l'instar d'autres pays asiatiques) a su maintenir le virus sous contrôle et réaliser une reprise en V au second semestre. En revanche, la reprise économique s'est de nouveau inversée en Europe car à l'automne, les gouvernements ont réagi face à la forte hausse des nouveaux cas de contamination, des hospitalisations et des décès en réinstaurant des confinements, les indicateurs économiques s'orientant vers une nouvelle contraction pour le quatrième trimestre. Les retombées ont été plus modérées aux États-Unis, où les mesures de restriction ont été moins strictes.

L'actualité concernant l'efficacité des vaccins de Pfizer/BioNTech et de Moderna a nettement amélioré les perspectives économiques pour 2021, tandis qu'un accord de dernière minute sur le Brexit devait limiter l'impact économique défavorable lié à l'expiration en fin d'année de la période de transition accordée au Royaume-Uni pour son retrait de l'UE.

Zone euro

L'activité économique de la zone euro venait tout juste de s'accélérer en début d'année lorsque la pandémie l'a stoppée dans son élan. L'économie est entrée en récession, pénalisée par les mesures de confinement, dont l'impact a été amplifié par une dégradation du sentiment et des anticipations. La production a reculé de 15 % au premier semestre. Avec la levée progressive des mesures de confinement au troisième trimestre, l'activité est repartie à la hausse. Les plans budgétaires audacieux qui ont été annoncés en mars dans l'ensemble des économies membres ainsi qu'au niveau de l'UE pour tenter d'amortir la récession, le tout dans un contexte de politique monétaire très accommodante, ont également eu une incidence favorable. Ceci étant dit, la nouvelle dégradation de la situation pandémique vers la fin de l'année a dû entraîner une nouvelle contraction de la production, même si des mesures plus adaptées et un environnement favorable aux exportations ont probablement permis de freiner tout ralentissement.

Au cours des douze derniers mois, l'inflation globale a progressé en moyenne de seulement 0,3 % en glissement annuel. La crise a causé un net élargissement de l'écart de production, tandis que la baisse des prix de l'énergie a amené l'inflation en territoire négatif vers la fin de la période. Face à la crise de Covid-19, la BCE a mis en œuvre de nouvelles mesures politiques audacieuses, certaines visant notamment à stimuler la création de crédit, ainsi qu'un assouplissement réglementaire pour les banques, un nouveau QE portant sur les obligations d'entreprises et un programme d'achats pandémique d'urgence (PEPP) de 1 850 milliards d'euros, qui devrait durer au moins jusqu'en mars 2022. La BCE a également maintenu un biais accommodant.

États-Unis

L'économie américaine s'est contractée d'environ 3,5 % en 2020. Le repli sans précédent enregistré au deuxième trimestre (-9 % en glissement trimestriel), sur fond de fermeture de l'économie, a été suivi d'un rebond supérieur aux attentes (+7,5 % en glissement trimestriel) au troisième trimestre. Le plan de relance budgétaire d'une ampleur historique (plus de 12 % du PIB) a empêché un nouvel effondrement de l'économie, mais en novembre 11 millions de personnes (soit 6,7 % de la main-d'œuvre) étaient encore au chômage. La Fed est intervenue rapidement en abaissant les taux des fonds fédéraux à zéro en mars et en augmentant le montant des achats de bons du Trésor et de MBS. De plus, de nouveaux programmes ont été mis en place pour soutenir le flux de crédit à l'économie. Tout cela a permis une stabilisation rapide des conditions financières. Les coûts d'emprunt extrêmement bas profitent aux secteurs tels que la construction et l'industrie manufacturière, qui ont également été affectés par la pandémie, mais dans une moindre mesure que les services. Par ailleurs, la Fed a dévoilé en septembre sa nouvelle stratégie d'objectif d'inflation : aucun relèvement des taux n'est prévu avant 2024, étant donné que l'inflation ne devrait se redresser que très lentement de ses niveaux actuellement faibles (l'indice PCE sous-jacent était à 1,4 % en novembre). Les élections présidentielles et au Congrès ont abouti à une victoire des démocrates, qui seront donc en mesure de prolonger le plan de relance financière en 2021, contribuant ainsi à consolider la reprise.

Marchés émergents

En Chine, la pandémie de Covid-19 survenue en janvier a entraîné un repli du PIB de 6,8 % en glissement annuel pour le premier trimestre 2020. Toutefois, en raison d'importantes mesures de confinement et de la persistance de contrôles stricts, la Chine a été en mesure de contrôler en grande partie le virus. Ceci a ouvert la voie à une reprise en V, de sorte que la Chine a été l'un des rares pays à afficher un taux de croissance du PIB positif (environ 2 %) en 2020. Hormis la Chine, tous les autres grands marchés émergents ont été durement touchés par la pandémie. L'Inde, le Brésil et la Russie se placent juste derrière les États-Unis en nombre absolu de cas de Covid-19. En outre, la Turquie, la Colombie, l'Argentine, le Mexique, la Pologne et l'Afrique du Sud figurent parmi les 15 pays les plus touchés (rejoints par les pays d'Europe occidentale). De même, la plupart des marchés émergents traversent actuellement une deuxième vague de contaminations. Toutefois, ce n'est pas le cas de l'Inde, qui n'a connu le pic de la première vague qu'en septembre. La croissance du PIB a donc été fortement influencée par les mesures de confinement et de précaution observées par les entreprises et les ménages. Globalement, le deuxième trimestre a été la période la plus touchée, tandis que la plupart des pays ont connu une reprise (temporaire) durant l'été. La quasi-totalité des marchés émergents devrait connaître un taux de croissance négatif en 2020, avec toutefois des variations considérables allant de -3 % à -10 %. La politique monétaire s'est considérablement assouplie, avec des réductions de taux directeurs d'environ 300 pb en moyenne. La Russie et la Turquie sont des exceptions notables. Les déficits budgétaires ont enregistré des augmentations de 2,5 pp à 10 pp, tandis que la dette publique s'est accrue entre 6 pp et 16 pp.

POLITIQUE DE GESTION

L'année se termine avec une augmentation des nouveaux cas mondiaux de Covid-19, notamment du fait de la nouvelle souche plus contagieuse du virus. De nouvelles restrictions ont été introduites en Europe, et en parallèle la vaccination a débuté en Europe, aux États-Unis et dans d'autres régions du monde. Au-delà des espoirs suscités par les vaccins contre la pandémie, les marchés ont été soutenus par les perspectives des plans de relance américain et européen, puis en fin d'année par l'annonce d'un accord sur le Brexit.

Sur les marchés actions, après avoir connu des baisses mensuelles considérables marquées par la crise sanitaire, l'indice des actions européennes MSCI Europe NR termine l'année à -3,32% et à +11,86% pour celui des valeurs internationales, indice couvert contre risque de change (MSCI World 100% Hdg NR).

Au sein du portefeuille, notre exposition globale aux actions via les OPCVM purs actions et les OPCVM diversifiés a évolué autour de 20% en moyenne au cours de l'année. Nous avons été prudents sur l'allocation, mais aussi prudents sur le choix de nos supports puisque nous avons privilégié les actions internationales avec un biais défensif, en renforçant nos investissements sur les entreprises de croissance de qualité, c'est-à-dire des modèles d'entreprise qui sont plus à même de résister aux incertitudes économiques et politiques.

S'agissant des principaux mouvements, nous avons renforcé les valeurs de croissance via le fonds Polen et intégré deux nouveaux supports gérés par Mirabaud et Janus Henderson. Ceux-ci investissent dans les entreprises du monde entier en privilégiant les opportunités multi-thématiques présentant des avantages financiers et durables, avec une prise en compte des filtres environnementaux, sociaux et gouvernementaux (ESG). Nos investissements se sont concentrés sur des grandes capitalisations avec des bilans solides.

En parallèle, nous avons progressivement sorti les fonds MFS Global Concentrated Core et BNP Small caps europe.

En fin d'année les secteurs cycliques les plus fragilisés par la pandémie ont rebondi après les annonces des groupes pharmaceutiques quant aux prochains vaccins. Nous avons réintégré le fonds Moneta Multi caps pour pouvoir profiter de ce nouveau contexte.

Par ailleurs, afin de diversifier nos positions nous sommes investis sur un fonds multi assets avec une approche risque rendement attractive et détenons des gestions d'arbitrage sur actions. Il s'agit d'investir sur des stratégies peu volatiles et faiblement corrélées aux marchés. Cette poche « diversifiée » au profil performance absolue représente 17% du portefeuille à fin décembre.

La propagation de la COVID-19 avec ses blocages, les interventions en matière de politique monétaire et budgétaire, l'évolution politique et les préoccupations liées à la récession économique ont eu de graves répercussions sur les marchés obligataires mondiaux.

Dans la zone euro, le rendement du Bund à 10 ans a encore diminué de 40 pb, clôturant l'année à -0,6%. Dans les autres grandes économies de la région, qui ont enregistré une baisse plus importante des rendements, les écarts se sont resserrés. Après un premier élargissement au premier trimestre, l'écart italien s'est resserré, passant d'un pic de plus de 280 pb à 110 pb fin décembre.

Au cours de l'année, nous avons gardé un positionnement flexible et dynamique afin de profiter des différentes opportunités de marché. Nous sommes passés d'un profil défensif, afin de réduire l'impact du COVID-19 à un profil plus modéré afin de bénéficier des différentes actions de la Banque centrale européenne et des gouvernements européens afin de relancer l'économie.

Au début de la crise du COVID-19, sur la dette souveraine, nous nous sommes tournés vers un profil plus défensif en augmentant notre exposition aux pays "core" et en réduisant nos expositions sur les pays d'Europe du Sud (par exemple, l'Allemagne, la France, entre autres).

Alors que les mesures de différents gouvernements européens, de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne ont commencé à être annoncées, le marché a réagi positivement. Ainsi, sur la dette souveraine, nous avons augmenté l'exposition à la périphérie (par exemple, l'Italie, l'Espagne et le Portugal) tout en surveillant son évolution. Du côté du crédit, nous avons décidé d'augmenter notre exposition aux financières, notamment AT1 avec date de "call" courte et les hybrides corporate.

En fin d'année, nous avons partiellement pris nos profits sur plusieurs émetteurs crédit compte tenu de la bonne performance observée en 2020.

Performance du fonds

Sur la période, le FCP GF Fidélité affiche une performance de 6,14 % pour la part I, (sa valeur liquidative passant de 104,63€ à 111,05€). Pour la part P, la performance est de 5,45% sur la période (sa valeur liquidative passant de 148,88€ à 156,99€). L'indicateur de référence est une composante calculée dividendes nets réinvestis : 30% EONIA, 50% JPM EMU All Maturity et 20% MSCI World couvert en euros. Il affiche une évolution exprimée en euros de 5,2% sur la période.

La performance obtenue sur la période ne préjuge pas des résultats futurs de l'OPCVM.

INFORMATION REGLEMENTAIRES

- **Procédure de choix des intermédiaires**

Les gérants disposent d'une liste de contreparties et d'intermédiaires autorisés par le Conseil d'Administration de notre Société. Cette liste est mise à jour une fois par an en Décembre.

Une note interne rédigée par le Département Organisation, diffusée à tous les services concernés, précise et détaille les conditions relatives à l'autorisation, la surveillance et la suspension, définitive ou temporaire, d'une contrepartie. Des formalités préalables sont à accomplir par divers services impliqués dans le choix, la suspension ou l'exclusion de ces intermédiaires.

Les contreparties sont choisies et retenues en fonction des meilleurs critères économiques et financiers.

- **Frais d'intermédiation**

Il est tenu à la disposition des porteurs un rapport relatif aux frais d'intermédiation. Ce rapport est consultable à l'adresse internet suivante : <http://www.generali-invest.com>

- **Droits de vote**

Le fonds étant une copropriété de valeurs mobilières, aucun droit de vote n'est attaché aux parts détenues. Les décisions concernant le fonds sont prises par la société de Gestion dans l'intérêt des porteurs.

Par ailleurs, la Société de Gestion met à la disposition de tous porteurs de parts ou d'actions d'OPC son rapport annuel relatif à l'exercice des droits de vote qui présente les conditions dans lesquelles elle exerce les droits attachés aux titres détenus par les OPC dont elle assure la gestion.

Ce document est consultable sur le site internet de Generali Investments Partners S.p.A. Società di gestione del risparmio.

Information sur prise en compte dans la politique d'investissement des critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance (critères dits « ESG »)

En tant que signataire du Pacte mondial des Nations Unies, des Principes pour l'Investissement Socialement Responsables (« PRI ») des Nations Unies ainsi qu'en tant que participant à plusieurs groupes de travail de promotion de l'Investissement Socialement Responsable (Forum pour l'investissement Socialement Responsable, European Forum for Sustainable Finance, Forum per la Finanza Sostenibile et Spainsif), Generali Investments S.p.A.. Società di gestione del risparmio est conscient de l'importance des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) dans l'identification des risques et des opportunités d'investissement ainsi que de leur intérêt à long terme pour l'environnement et la société dans son ensemble.

Generali Investments S.p.A. Società di gestione del risparmio a mis en place une stratégie de prise en compte des critères ESG dans ses investissements notamment à travers la mise en place un filtre éthique applicable à l'ensemble des investissements directs du Groupe permettant l'exclusion de notre univers d'investissement des émetteurs impliqués dans les activités les plus contestées que sont l'extraction et la génération d'énergie à partir du charbon, l'exploitation de sables bitumineux, la production d'armes controversées, les graves dommages environnementaux, la violation des droits humains et les cas de corruption graves.

Par ailleurs, le Groupe dispose d'une équipe ISR dédiée, en charge de l'analyse d'environ 500 sociétés européennes au regard des risques et opportunités ESG. Ces analyses internes sont également complétées par la recherche externe fournie par des agences de notations extra-financières.

Pour plus d'informations sur notre engagement ISR et la recherche ESG : <https://www.generali-investments.com/fr/fr/institutional/strategies/#isr>

- **Information particulière aux investisseurs**

Les porteurs sont informés que le Groupe Generali peut détenir plus de 90% des actions.

- **Méthode de calcul du risque global**

La méthode de calcul du ratio du risque global est la méthode de calcul de l'engagement.

- **Effet de levier :**

Néant.

Réfaction

En application des dispositions prévues par l'article 158 du Code général des impôts relatives à l'information concernant la part des revenus éligible à la réfaction de 40 % et celle non éligible à cette réfaction, nous vous informons que les revenus dont la distribution est envisagée se répartissent de la manière suivante :

Distribution unitaire des plus ou moins values net : 1.27 €

- dont part éligible à la réfaction de 40% : 0 €

- dont part non éligible à la réfaction : 1.27 €

Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers Dérivé : Oui.

Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace : Oui.

Exposition sous-jacentes atteintes au travers des instruments financiers dérivés : Oui.

Swaps de taux : Néant

Ces transactions financières dérivées ont été conclues avec les contreparties agréé par le comité broker.

- **Information sur la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans la politique d'investissement**

En application de l'article L.533-22-1 du Code monétaire et financier, le souscripteur est informé que la Société de Gestion ne prend pas en compte simultanément de critères relatifs au respect d'objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans la politique d'investissement de l'OPC.

- **Information sur la politique de rémunération au sein de la société de gestion**

La Société a été constituée avec effet au 01.10.2018 dans le cadre d'un processus de scission impliquant le personnel de Generali Investments Europe S.p.A., à la suite de la vente de la division.

À la suite de cette scission, certaines fonctions du personnel impliquées dans la gestion des fonds (Opérations et Legal) ont été confiées à d'autres sociétés du Groupe Generali.

Pour l'année 2020, la Société a approuvé sa propre politique de rémunération. Les principes de la politique de rémunération de Generali Investments Partners SpA - Società di gestione del risparmio sont énoncés dans la "Politique de rémunération" approuvée par l'Assemblée générale des actionnaires de la SGP du 16.07.2020.

La finalité de cette politique est de promouvoir une gestion saine et efficace du risque conformément à la directive n. 2011/61/UE (Directive AIFM) du Parlement Européen, par laquelle l'Union Européenne a introduit des mesures spécifiques visant à créer un marché interne européen des GEFIA (Gestionnaires de Fonds d'Investissement Alternatifs) et à la directive n. 2014/91/UE (Directive OPCVM V), laquelle a établi des normes communes relatives aux fonds d'investissements, favorisant l'offre des fonds d'investissement régulés au niveau européen.

Cet objectif est poursuivi à travers la définition d'un cadre de référence harmonisé dictant des règles communes en matière d'autorisation, de fonctionnement et de transparence des sociétés de gestion de patrimoine qui gèrent des organismes d'investissements autres des OPCVM (ils sont régulés par une réglementation européenne analogue dont la réception dans la législation italienne s'est produit le 05.12.2019). Le cadre réglementaire, à compter du 3 janvier 2018, a été enrichi par l'Entrée en vigueur de la directive 2014/65/UE (MiFID II) sur les marchés d'Instruments financiers.

Informations de nature quantitative

Au regard de l'article 107 du règlement délégué (UE) 231/2013 et au regard des dernières données disponibles, il convient de signaler que au 31.12.2020:

- les employés fixes et employés détachés de la Société se composent de 88 unités, avec un nombre moyen de 84 unités ;
- **la rémunération brute globale du personnel de la SGR** est égale à 11.176.069 Euros dont 7.602.352 Euros de composante fixe et 3.573.717 Euros de composante variable pour l'exercice 2020 (estimé)
- **la rémunération brute globale du personnel de la SGR** impliqué dans la gestion des fonds est égale à 4.456.451 Euros, dont 3.120.604 Euros de composante fixe et 1.335.847 Euros de composante variable pour l'exercice 2020 (estimé), répartie sur 35 unités.
- au 31.12.2020 aucun intéressement aux plus-values n'a été versé par les fonds aux membres du personnel.
- **Le « personnel pertinent » impliqué dans la gestion des fonds ou le personnel dont l'activité professionnelle a ou peut avoir un impact pertinent sur le profil de risque du gérant et/ou des fonds**, correspond à 9 unités, dont la rétribution brute totale est ventilée de la façon suivante :

- 2 employés de la SGR - Administrateurs et dirigeants - dont la rémunération totale brute est égale à 507.950 Euros dont 321.500 Euros pour la composante fixe et 186.450 Euros pour la composante variable pour l'exercice 2020 (estimé).
- 7 employés de la SGR - autre personnel - dont la rémunération totale brute est égale à 1.390.570 Euros dont 963.528 Euros pour la composante fixe et 427.042 Euros pour la composante variable pour l'exercice 2020 (estimé).

Plusieurs structures de la société égales à 1,21 unité exprimée en équivalent de temps plein sont impliquées dans la gestion du fonds GF Fidelite, dont la rémunération totale brute est égale à 1,43% de la rémunération totale brute du personnel de la SGP. En conséquence, la rétribution totale brute correspondant dans l'exercice au personnel impliqué dans la gestion du fonds est égale à 159.581 Euros, sous-divisée respectivement en une composante fixe égale à 110.820 Euros et une composante variable égale à 48.761 Euros (estimé).

Informations de nature qualitative sur le modèle de calcul de la rémunération et autres aspects

Les principes de la politique de rétribution de Generali Investments Partners SpA Società di gestione del risparmio, conformément aux lignes directrices de la Société mère du groupe, guident les programmes de rétribution et les actions qui en découlent, et se fondent en particulier sur :

- équité et cohérence des salaires par rapport aux responsabilités assignées et aux capacités démontrées ;
- alignement aux stratégies de l'entreprise et aux objectifs définis ;
- compétitivité par rapport aux pratiques et aux tendances du marché ;
- valorisation du mérite et des performances, en termes de résultats, de comportements et de valeurs ajoutées ;
- gouvernance transparente et conformité au cadre réglementaire.

La politique de rémunération de Generali Investments Partners SpA Società di gestione del risparmio a pour finalité d'attirer, de retenir et de motiver le personnel, sans encourager l'hypothèse de risques inappropriés, et est cohérente avec les objectifs délimités dans la stratégie de l'entreprise à travers :

- un juste équilibre entre les composantes variables et les composantes fixes ;
- un rapport adéquat entre la rémunération et la performance individuelle par rapport à la Société même ;
- un système d'évaluation de la performance cohérent avec le profil de risque défini.

La rétribution fixe rémunère la fonction endossée et les responsabilités attribuées, prenant également en compte l'expérience du titulaire et les compétences demandées, outre la qualité de la contribution à la réalisation des objectifs commerciaux. Le poids de la rétribution fixe permet de rémunérer de manière adéquate et d'attirer et retenir les ressources, elle doit être suffisante pour rémunérer correctement la fonction, même si la composante variable ne devrait pas être versée en cas de manquement aux objectifs individuels, de l'entreprise ou du Groupe, réduisant la possibilité de comportements non proportionnels au niveau de risque assumé par l'entreprise.

La rétribution fixe, comme les autres composantes de la rétribution, est analysée annuellement par rapport à l'évolution du marché laquelle est suivie à travers la participation de la Société aux indices spécifiques au secteur de la gestion d'actif international.

La composante variable vise à orienter la performance des ressources vers les objectifs commerciaux - à travers la liaison directe entre les primes et les objectifs du Groupe, Société ou Entreprise/Fonction que ce soit d'un point de vue quantitatif que qualitatif - et à créer des valeurs sur une perspective de moyen-long terme conformément au profil de risque défini par la Société. La performance est évaluée sur une période pluriannuelle et selon une approche multidimensionnelle prenant en compte, en fonction de la période d'évaluation considérée, les résultats réalisés par les seuls individus, ceux réalisés par les structures dans lesquelles les individus opèrent et les résultats de la Société considérée dans son ensemble.

Le montant maximal du versement de la composante variable fait l'objet d'une limitation et les objectifs sont définis, mesurables et strictement connexes à l'atteinte des résultats économiques, financiers et opérationnels, prenant en compte le profil de risque de la Société. Le versement de la composante variable, pour l'ensemble du personnel à l'exception des fonctions de contrôle, est subordonné à l'atteinte d'un seuil minimal de résultats (gate) du Groupe et tient compte des résultats économiques, du niveau des ressources patrimoniales et de la liquidité nécessaires pour faire face aux activités et aux investissements entrepris.

Le versement de la composante variable pour les fonctions les plus importantes occupées par le « personnel pertinent » est soumis à des mécanismes d'ajournement, de sorte que la rémunération tient compte de la tendance dans le temps des risques assumés. Conformément aux prévisions réglementaires, elle est en partie dispensée en cash et en partie en instruments financiers. Les instruments financiers sont soumis à une période de conservation adéquate (période de détention) visant à aligner les incitations sur les intérêts de la société.

Le personnel restant reçoit des formes de rémunération variable monétaire à court terme, entièrement versées à l'avance.

Le personnel de la société peut participer – s'il est inclus parmi les bénéficiaires identifiés sélectivement sur la base de critères communs définis au niveau du groupe – au Long Term Incentive Plan du groupe.

L'application des conditions suspensives et de clauses de malus et clawback est également prévue. Une valeur maximale de la composante variable est établie pour chaque sujet et aucun minimum garanti n'est prévu.

La politique de rétribution des membres de l'organe de contrôle prévoit le versement d'une rétribution annuelle brute fixe pendant toute la durée du mandat et ne prévoit aucune composante variable.

Des informations sur la politique de rémunération, applicable durant l'exercice comptable, sont disponibles auprès de la société de gestion: Generali Investments Partners S.p.A. Società di gestione del risparmio (French Branch) – 2, rue Pillet-Will – 75309 Paris Cedex 9 (France) ou Generali Investments Partners S.P.A. Società di gestione del risparmio - Via Machiavelli 4 – 34132 Trieste (Italy) ou sur: <https://www.generalinvestments.com/fr/fr/private/legal-information/>

- **Autres informations**

Le prospectus complet de l'OPC et les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :

GENERALI INVESTMENTS PARTNERS S.p.A. Società di gestione del risparmio

2, rue Pillet-Will – 75009 PARIS

01.58.38.18.00

E-mail : gje-admin-web@generalinvest.com

Le site de l'AMF (www.amf-france.org) contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.



GF Fidélité

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



GF Fidélité

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Porteurs de parts du fonds GF Fidélité,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif GF Fidélité constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les fonds, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des fonds et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille et sur la présentation d'ensemble des comptes au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 19 mars 2021

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Youssef Boujanoui

Bilan actif au 31.12.2020

Bilan actif

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
Immobilisations Nettes	-	-
Dépôts	-	-
Instruments financiers	568,492,937.93	526,121,173.68
Actions et valeurs assimilées	-	-
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Obligations et valeurs assimilées	327,247,222.20	257,225,868.09
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	327,247,222.20	257,225,868.09
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres de créances	17,889,785.08	30,744,221.23
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé - Titres de créances négociables	-	-
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé - Autres titres de créances	17,889,785.08	30,744,221.23
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres d'organismes de placement collectif	223,355,930.65	238,151,084.36
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union Européenne	223,355,930.65	238,151,084.36
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union Européenne	-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union Européenne et organismes de titrisations cotés	-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union Européenne et organismes de titrisations non cotés	-	-
Autres organismes non européens	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-
Créances représentatives de titre reçus en pension	-	-
Créances représentatives de titres prêtés	-	-
Titres empruntés	-	-
Titres donnés en pension	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Instruments financiers à terme	-	-
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Autres opérations	-	-
Autres Actifs : Loans	-	-
Autres instruments financiers	-	-
Créances	927,731.98	2,794,844.24
Opérations de change à terme de devises	-	2,407,925.82
Autres	927,731.98	386,918.42
Comptes financiers	2,874,952.78	3,898,963.30
Liquidités	2,874,952.78	3,898,963.30
TOTAL DE L'ACTIF	572,295,622.69	532,814,981.22

Bilan passif au 31.12.2020

Bilan passif

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
Capitaux propres	-	-
Capital	566,990,587.10	524,367,118.43
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	-	228.24
Report à nouveau (a)	87.32	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	6,929,378.88	6,878,929.80
Résultat de l'exercice (a,b)	-2,352,307.84	-1,532,462.13
Total capitaux propres (= Montant représentatif de l'actif net)	571,567,745.46	529,713,814.34
Instruments financiers	-	-
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-
Dettes représentatives de titres donnés en pension	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Instruments financiers à terme	-	-
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Autres opérations	-	-
Dettes	727,877.23	3,101,166.88
Opérations de change à terme de devises	-	2,393,031.85
Autres	727,877.23	708,135.03
Comptes financiers	-	-
Concours bancaires courants	-	-
Emprunts	-	-
TOTAL DU PASSIF	572,295,622.69	532,814,981.22

(a) Y compris comptes de régularisations.

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice.

Hors-bilan au 31.12.2020

Hors-bilan

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
Opérations de couverture		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagements de gré à gré		
Autres engagements		
Autres opérations		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Futures		
achat EURO-BOBL FUTURE 06/03/2020	-	6,681,500.00
achat EURO-BOBL FUTURE 08/03/2021	20,277,000.00	-
achat EURO-BUND FUTURE 06/03/2020	-	8,524,500.00
achat EURO-BUND FUTURE 08/03/2021	14,211,200.00	-
Engagements de gré à gré		
Autres engagements		

Compte de résultat au 31.12.2020

Compte de résultat

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
Produits sur opérations financières	-	-
Produits sur actions et valeurs assimilées	321,400.00	638,539.20
Produits sur obligations et valeurs assimilées	3,561,213.29	3,525,403.18
Produits sur titres de créances	313,125.00	505,569.47
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	-	-
Produits sur instruments financiers à terme	-	-
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	5,479.22	2,657.95
Autres produits financiers	2.75	12.20
TOTAL I	4,201,220.26	4,672,182.00
Charges sur opérations financières	-	-
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	-	-
Charges sur instruments financiers à terme	-	-
Charges sur dettes financières	-46,026.40	-28,490.56
Autres charges financières	-	-
TOTAL II	-46,026.40	-28,490.56
Résultat sur opérations financières (I + II)	4,155,193.86	4,643,691.44
Autres produits (III)	-	-
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	-6,474,583.56	-6,178,650.87
Résultat net de l'exercice (I + II + III + IV)	-2,319,389.70	-1,534,959.43
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	-32,918.14	2,497.30
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	-	-
Résultat (I + II + III + IV + V + VI)	-2,352,307.84	-1,532,462.13

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié. Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

La devise de comptabilité est l'Euro.

Toutes les valeurs mobilières qui composent le portefeuille ont été comptabilisées au coût historique, frais exclus.

Les titres et instruments financiers à terme ferme et conditionnel détenus en portefeuille libellés en devises sont convertis dans la devise de comptabilité sur la base des taux de change relevés à Paris au jour de l'évaluation.

Le portefeuille est évalué lors de chaque valeur liquidative et lors de l'arrêté des comptes selon les méthodes suivantes :

Valeurs mobilières

Les titres cotés : à la valeur boursière - coupons courus inclus (cours clôture jour)

Toutefois, les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation, ou cotées par des contributeurs et pour lequel le cours a été corrigé, de même que les titres qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé, sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion (ou du conseil d'administration pour une Sicav), à leur valeur probable de négociation. Les prix sont corrigés par la société de gestion en fonction de sa connaissance des émetteurs et/ou des marchés.

- les O.P.C. : à la dernière valeur liquidative connue, à défaut à la dernière valeur estimée. Les valeurs liquidatives des titres d'organismes de placements collectifs étrangers valorisant sur une base mensuelle, sont confirmées par les administrateurs de fonds. Les valorisations sont mises à jour de façon hebdomadaire sur la base d'estimations communiquées par les administrateurs de ces OPC et validées par le gérant.

- les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui applicable à des émissions de titres équivalents affecté, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur.

Instruments financiers à terme et conditionnels

FUTURES : cours de compensation jour.

L'évaluation hors bilan est calculée sur la base du nominal, de son cours de compensation et, éventuellement, du cours de change.

OPTIONS : cours de clôture jour ou, à défaut, le dernier cours connu.

Options OTC : ces options font l'objet d'une évaluation à leur valeur de marché, en fonction des cours communiqués par les contreparties. Ces valorisations font l'objet de contrôles par la société de gestion.

L'évaluation hors bilan est calculée en équivalent sous-jacent en fonction du delta et du cours du sous-jacent et, éventuellement, du cours de change.

CHANGE A TERME : réévaluation des devises en engagement au cours du jour le report / déport calculé en fonction de l'échéance du contrat.

DEPOTS A TERME : ils sont enregistrés et évalués pour leur montant nominal, même s'ils ont une échéance supérieure à trois mois. Ce montant est majoré des intérêts courus qui s'y rattachent. Toutefois, certains contrats prévoient des conditions particulières en cas de demande de remboursement anticipé afin de prendre en compte l'impact de hausse de la courbe de financement de la contrepartie. Les intérêts courus peuvent alors être diminués de cet impact, sans pouvoir être négatifs. Les dépôts à terme sont alors au minimum évalués à leur valeur nominale.

Swaps de taux :

- pour les swaps d'échéance inférieure à trois mois, les intérêts sont linéarisés
- les swaps d'échéance supérieure à trois mois sont revalorisés à la valeur du marché

Les produits synthétiques (association d'un titre et d'un swap) sont comptabilisés globalement. Les intérêts des swaps à recevoir dans le cadre de ces produits sont valorisés linéairement.

Les assets swaps et les produits synthétiques sont valorisés sur la base de sa valeur de marché. L'évaluation des assets swaps est basée sur l'évaluation des titres couverts à laquelle est retranchée l'incidence de la variation des spreads de crédit. Cette incidence est évaluée à partir de la moyenne des spreads communiqués par 4 contreparties interrogées mensuellement, corrigée d'une marge, en fonction de la notation de l'émetteur.

L'engagement hors bilan des swaps correspond au nominal.

Swaps structurés (swaps à composante optionnelle) : ces swaps font l'objet d'une évaluation à leur valeur de marché, en fonction des cours communiqués par les contreparties. Ces valorisations font l'objet de contrôles par la société de gestion.

L'engagement hors bilan de ces swaps correspond à la valeur nominale.

Le cours d'évaluation des Crédit Défaut Swaps (CDS) émane d'un contributeur qui nous est fourni par la société de gestion. L'engagement hors bilan des CDS correspond à la valeur nominale.

Frais de gestion financière et frais administratifs externes à la société de gestion

- 1.25% TTC maximum pour la part P
- 0.60% TTC maximum pour la part I
- 1.25% TTC maximum pour la part D

La dotation est calculée sur la base de l'actif net. Ces frais, n'incluant pas les frais de transaction, seront directement imputés au compte de résultat du Fonds.

Ces frais recouvrent tous les frais facturés à l'OPC, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transactions incluent les frais d'intermédiaires (courtage, impôts de bourse,...) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Commission de surperformance

Néant.

Rétrocession de frais de gestion

Les rétrocessions sont enregistrées au fil des encaissements.

Méthode de comptabilisation des intérêts

Intérêts encaissés

Affectation des résultats réalisés

Part P : Capitalisation
Part I : Capitalisation
Part D : Distribution

Affectation des plus-values nettes réalisées

Part P : Capitalisation
Part I : Capitalisation
Part D : Distribution

Changements affectant le fonds

Néant

Evolution de l'actif net au 31.12.2020

Evolution de l'actif net

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
Actif net en début d'exercice	529,713,814.34	492,141,363.64
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'O.P.C.)	45,727,337.40	36,435,761.14
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'O.P.C.)	-33,192,094.94	-33,782,138.95
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	14,965,438.76	13,709,142.77
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-8,313,555.11	-6,034,642.45
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	842,546.17	-
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-559,300.00	-777,697.40
Frais de transaction	-4,149.40	-2,707.31
Différences de change	-58,156.85	22,808.55
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers :	24,615,960.56	29,396,679.04
Différence d'estimation exercice N	34,818,102.94	10,202,142.38
Différence d'estimation exercice N-1	-10,202,142.38	19,194,536.66
Variation de la différence d'estimation des instruments financiers à terme :	177,050.00	206,996.12
Différence d'estimation exercice N	2,550.00	-174,500.00
Différence d'estimation exercice N-1	174,500.00	381,496.12
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	-27,755.77	-66,791.38
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-	-
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-2,319,389.70	-1,534,959.43
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	-	-
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	-	-
Autres éléments	-	-
Actif net en fin d'exercice	571,567,745.46	529,713,814.34

Complément d'information 1 au 31.12.2020

Complément d'information 1

	Exercice 31/12/2020
Engagements reçus ou donnés	
Engagements reçus ou donnés (garantie de capital ou autres engagements) (*)	
Valeur actuelle des instruments financiers inscrits en portefeuille constitutifs de dépôts de garantie	
Instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan	
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Instruments financiers en portefeuille émis par le prestataire ou les entités de son groupe	
Dépôts	
Actions	
Titres de taux	
OPC	
Acquisitions et cessions temporaires sur titres	
Swaps (en nominal)	
Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire	
Titres acquis à réméré	
Titres pris en pension	
Titres empruntés	

(*) Pour les OPC garantis, l'information figure dans les règles et méthodes comptables.

Complément d'information 2 au 31.12.2020

Complément d'information 2

	Exercice 31/12/2020	
Emissions et rachats pendant l'exercice comptable	Nombre de titres	
Catégorie de classe P (Devise: EUR)		
Nombre de titres émis	299,376.8196	
Nombre de titres rachetés	214,041.4766	
Catégorie de classe I (Devise: EUR)		
Nombre de titres émis	-	
Nombre de titres rachetés	8.0000	
Catégorie de classe D (Devise: EUR)		
Nombre de titres émis	11,470.0000	
Nombre de titres rachetés	14,631.0000	
Commissions de souscription et/ou de rachat	Montant (EUR)	
Commissions de souscription acquises à l'OPC	-	
Commissions de rachat acquises à l'OPC	-	
Commissions de souscription perçues et rétrocédées	-	
Commissions de rachat perçues et rétrocédées	-	
Frais de gestion	Montant (EUR)	% de l'actif net moyen
Catégorie de classe P (Devise: EUR)		
Frais de gestion et de fonctionnement (*)	6,661,389.36	1.25
Commissions de surperformance	-	-
Autres frais	-	-
Catégorie de classe I (Devise: EUR)		
Frais de gestion et de fonctionnement (*)	63.70	0.60
Commissions de surperformance	-	-
Autres frais	-	-
Catégorie de classe D (Devise: EUR)		
Frais de gestion et de fonctionnement (*)	28,595.02	1.25
Commissions de surperformance	-	-
Autres frais	-	-
Rétrocessions de frais de gestion (toutes parts confondues)	215,464.52	

(*) Pour les OPC dont la durée d'exercice n'est pas égale à 12 mois, le pourcentage de l'actif net moyen correspond au taux moyen annualisé. Pour les OPC dont la durée d'exercice n'est pas égale à 12 mois, le pourcentage de l'actif net moyen correspond au taux moyen annualisé.

Ventilation par nature des créances et dettes au 31.12.2020

Ventilation par nature des créances et dettes

	Exercice 31/12/2020
Ventilation par nature des créances	
Avoir fiscal à récupérer	
Déposit euros	335,383.70
Déposit autres devises	
Collatéraux espèces	
Valorisation des achats de devises à terme	
Contrevaleur des ventes à terme	
Autres débiteurs divers	592,348.28
Coupons à recevoir	
TOTAL DES CREANCES	927,731.98
Ventilation par nature des dettes	
Déposit euros	
Déposit autres devises	
Collatéraux espèces	
Provision charges d'emprunts	
Valorisation des ventes de devises à terme	
Contrevaleur des achats à terme	
Frais et charges non encore payés	600,352.66
Autres créditeurs divers	127,524.57
Provision pour risque des liquidités de marché	
TOTAL DES DETTES	727,877.23

Ventilation par nature juridique ou économique d'instrument au 31.12.2020

Ventilation par nature juridique ou économique d'instrument _____

	Exercice 31/12/2020
Actif	
Obligations et valeurs assimilées	327,247,222.20
Obligations indexées	-
Obligations convertibles	-
Titres participatifs	-
Autres Obligations et valeurs assimilées	327,247,222.20
Titres de créances	17,889,785.08
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	17,889,785.08
Bons du Trésor	-
Autres TCN	-
Autres Titres de créances	17,889,785.08
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-
Autres actifs : Loans	-
Passif	
Opérations de cession sur instruments financiers	
Actions	-
Obligations	-
Autres	-
Hors-bilan	
Opérations de couverture	
Taux	-
Actions	-
Autres	-
Autres opérations	
Taux	34,488,200.00
Actions	-
Autres	-

Ventilation par nature de taux des postes d'actif, de passif et de hors-bilan au 31.12.2020

Ventilation par nature de taux des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	Taux fixe	Taux variable	Taux révisable	Autres
Actif				
Dépôts	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	254,447,831.88	-	72,799,390.32	-
Titres de créances	7,389,912.06	-	10,499,873.02	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Autres actifs: Loans	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	2,874,952.78
Passif				
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-
Hors bilan				
Opérations de couverture	-	-	-	-
Autres opérations	34,488,200.00	-	-	-

Ventilation par maturité résiduelle des postes d'actif, de passif et de hors-bilan au 31.12.2020

Ventilation par maturité résiduelle des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	[0 - 3 mois]]3 mois - 1 an]]1 - 3 ans]]3 - 5 ans]	> 5 ans
Actif					
Dépôts	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	12,017,458.68	315,229,763.52
Titres de créances	-	-	-	-	17,889,785.08
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Autres actifs: Loans	-	-	-	-	-
Comptes financiers	2,874,952.78	-	-	-	-
Passif					
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-
Hors bilan					
Opérations de couverture	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	20,277,000.00	14,211,200.00

Ventilation par devise de cotation des postes d'actif, de passif et de hors-bilan au 31.12.2020

Ventilation par devise de cotation des postes d'actif, de passif et de hors-bilan _____

USD

Actif	
Dépôts	-
Actions et valeurs assimilées	-
Obligations et valeurs assimilées	-
Titres de créances	-
Titres d'OPC	-
Opérations temporaires sur titres	-
Autres actifs: Loans	-
Autres instruments financiers	-
Créances	-
Comptes financiers	102,303.39
Passif	
Opérations de cession sur instruments financiers	-
Opérations temporaires sur titres	-
Dettes	-
Comptes financiers	-
Hors bilan	
Opérations de couverture	-
Autres opérations	-

Seules les cinq devises dont le montant le plus représentatif composant l'actif net sont incluses dans ce tableau.

Affectation des résultats au 31.12.2020

Catégorie de classe P (Devise: EUR)

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	-2,342,378.55	-1,524,837.78
Total	-2,342,378.55	-1,524,837.78
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	-2,342,378.55	-1,524,837.78
Total	-2,342,378.55	-1,524,837.78
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt et avoirs fiscaux:		
provenant de l'exercice	-	-
provenant de l'exercice N-1	-	-
provenant de l'exercice N-2	-	-
provenant de l'exercice N-3	-	-
provenant de l'exercice N-4	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	6,900,238.71	6,844,540.45
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	6,900,238.71	6,844,540.45
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	6,900,238.71	6,844,540.45
Total	6,900,238.71	6,844,540.45
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-

Catégorie de classe I (Devise: EUR)

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	22.76	39.16
Total	22.76	39.16
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	22.76	39.16
Total	22.76	39.16
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt et avoirs fiscaux:		
provenant de l'exercice	-	-
provenant de l'exercice N-1	-	-
provenant de l'exercice N-2	-	-
provenant de l'exercice N-3	-	-
provenant de l'exercice N-4	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	134.45	146.48
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	134.45	146.48
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	134.45	146.48
Total	134.45	146.48
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-

Catégorie de classe D (Devise: EUR)

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	87.32	-
Résultat	-9,952.05	-7,663.51
Total	-9,864.73	-7,663.51
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	-9,864.73	-7,663.51
Total	-9,864.73	-7,663.51
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt et avoirs fiscaux:		
provenant de l'exercice	-	-
provenant de l'exercice N-1	-	-
provenant de l'exercice N-2	-	-
provenant de l'exercice N-3	-	-
provenant de l'exercice N-4	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	228.24
Plus et moins-values nettes de l'exercice	29,005.72	34,242.87
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	29,005.72	34,471.11
Affectation		
Distribution	28,823.92	34,389.81
Plus et moins-values nettes non distribuées	181.80	81.30
Capitalisation	-	-
Total	29,005.72	34,471.11
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	22,696.0000	25,857.0000
Distribution unitaire	1.27	1.33

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques au cours des cinq derniers exercices au 31.12.2020

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques au cours des cinq derniers exercices _____

Catégorie de classe P (Devise: EUR)

	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
Valeur liquidative (en EUR)					
Parts C	144.48	148.02	139.04	148.88	156.99
Actif net (en k EUR)	409,161.49	476,472.11	488,798.41	527,075.93	569,158.91
Nombre de titres					
Parts C	2,831,853.5304	3,218,949.0502	3,515,327.0521	3,540,082.3717	3,625,417.7147

Date de mise en paiement	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes	-	-	-	-	-
(y compris les acomptes) (en EUR)					
Distribution unitaire sur résultat	-	-	-	-	-
(y compris les acomptes) (en EUR)					
Crédit d'impôt unitaire (*)	-	-	-	-	-
personnes physiques (en EUR)					
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes (en EUR)					
Parts C	2.43	1.77	2.93	1.93	1.90
Capitalisation unitaire sur résultat (en EUR)					
Parts C	0.12	-0.37	-0.60	-0.43	-0.64

(*) "Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques au cours des cinq derniers exercices _____

Catégorie de classe I (Devise: EUR)

	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
Valeur liquidative (en EUR)					
Parts C	99.48	102.68	97.09	104.63	111.05
Actif net (en k EUR)	251.40	11.09	10.49	11.30	11.11
Nombre de titres					
Parts C	2,527.0000	108.0000	108.0000	108.0000	100.0000

Date de mise en paiement	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes	-	-	-	-	-
(y compris les acomptes) (en EUR)					
Distribution unitaire sur résultat	-	-	-	-	-
(y compris les acomptes) (en EUR)					
Crédit d'impôt unitaire (*)	-	-	-	-	-
personnes physiques (en EUR)					
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes (en EUR)					
Parts C	1.63	1.22	2.03	1.35	1.34
Capitalisation unitaire sur résultat (en EUR)					
Parts C	0.72	0.37	0.23	0.36	0.22

(*) "Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques au cours des cinq derniers exercices _____

Catégorie de classe D (Devise: EUR)

	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
Valeur liquidative (en EUR)					
Parts D	103.79	104.37	96.84	101.58	105.64
Actif net (en k EUR)	5,029.47	5,140.15	3,332.47	2,626.58	2,397.73
Nombre de titres					
Parts D	48,458.0000	49,248.0000	34,411.0000	25,857.0000	22,696.0000

Date de mise en paiement	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes	1.85	1.26	2.06	1.33	1.27
(y compris les acomptes) (en EUR)					
Distribution unitaire sur résultat	-	-	-	-	-
(y compris les acomptes) (en EUR)					
Crédit d'impôt unitaire (*)	-	-	-	-	-
personnes physiques (en EUR)					
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes (en EUR)					
Parts D	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire sur résultat (en EUR)					
Parts D	-	-0.25	-0.42	-0.29	-0.43

(*) "Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

Inventaire des instruments financiers au 31.12.2020

Inventaire des instruments financiers au 31.12.2020

Eléments d'actifs et libellé des valeurs	Quantité	Cours	Devise cotation	Valeur actuelle	% arrondi de l'actif net
Obligations et valeurs assimilées				327,247,222.20	57.26
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé				327,247,222.20	57.26
ACCOR 3% 19-04/02/2026	1,200,000.00	104.59	EUR	1,274,306.77	0.22
AT&T INC 20-31/12/2060 FRN	2,500,000.00	100.94	EUR	2,586,769.16	0.45
BANCO BILBAO VIZ 17-31/12/2049	2,600,000.00	102.82	EUR	2,690,795.44	0.47
BANCO SABADELL 17-31/12/2049	1,400,000.00	99.64	EUR	1,406,837.03	0.25
BANCO SABADELL 17-31/12/2049 FRN	600,000.00	99.16	EUR	599,233.09	0.10
BANCO SANTANDER 17-31/12/2049	2,000,000.00	105.95	EUR	2,145,328.56	0.38
BANKIA 17-31/12/2049	2,000,000.00	103.63	EUR	2,098,328.39	0.37
BANKIA 18-31/12/2049 FRN	2,000,000.00	107.56	EUR	2,157,305.83	0.38
BELGIAN 1% 15-22/06/2031	8,000,000.00	114.20	EUR	9,178,883.20	1.61
BELGIAN 1.25% 18-22/04/2033	10,000,000.00	118.75	EUR	11,963,165.54	2.09
BNP PARIBAS 15-29/12/2049 FRN	2,500,000.00	106.31	EUR	2,665,817.59	0.47
BP CAPITAL PLC 20-22/06/2169 FRN	3,000,000.00	106.80	EUR	3,256,690.01	0.57
CNP ASSURANCES 04-29/06/2049 FRN	800,000.00	77.44	EUR	619,547.33	0.11
COOPERATIEVE RAB 20-31/12/2060 FRN	3,000,000.00	110.82	EUR	3,327,128.34	0.58
CRED AGRICOLE SA 14-29/04/2049 FRN	2,012,000.00	102.46	EUR	2,066,141.31	0.36
DEUTSCHLAND REP 0% 19-15/08/2029	7,000,000.00	105.59	EUR	7,391,305.46	1.29
ERSTE GROUP 20-31/12/2060 FRN	6,000,000.00	103.75	EUR	6,255,369.87	1.09
FERRARI NV 1.5% 20-27/05/2025	2,000,000.00	103.10	EUR	2,080,231.73	0.36
FIAT CHRYSLER AU 4.5% 20-07/07/2028	2,500,000.00	122.64	EUR	3,122,126.82	0.55
FRANCE O.A.T. 0.5% 19-25/05/2029	11,000,000.00	108.24	EUR	11,940,835.96	2.09
FRANCE O.A.T. 0.75% 17-25/05/2028	9,500,000.00	109.62	EUR	10,458,108.80	1.83
FRANCE O.A.T. 1% 17-25/05/2027	2,300,000.00	110.33	EUR	2,551,806.84	0.45
FRANCE O.A.T. 1.25% 16-25/05/2036	13,000,000.00	120.33	EUR	15,743,121.28	2.75
FRANCE O.A.T. 1.25% 18-25/05/2034	17,500,000.00	119.16	EUR	20,987,022.34	3.67
FRANCE O.A.T. 1.5% 15-25/05/2031	5,000,000.00	119.42	EUR	6,017,083.18	1.05
HELLENIC REP 1.5% 20-18/06/2030	2,500,000.00	108.07	EUR	2,722,398.88	0.48
HELVETIA EUROPE 20-30/09/2041 FRN	1,037,000.00	110.37	EUR	1,152,142.54	0.20
HSBC HOLDINGS 14-29/12/2049 FRN	2,500,000.00	104.56	EUR	2,654,174.80	0.46
IBERDROLA INTL 20-31/12/2060 FRN	4,000,000.00	103.19	EUR	4,141,851.24	0.72
ING GROEP NV 04-29/06/2049 FRN	2,000,000.00	93.83	EUR	1,876,570.84	0.33
ING GROEP NV 19-13/11/2030 FRN	3,000,000.00	101.37	EUR	3,045,595.72	0.53
IRISH GOVT 1.1% 19-15/05/2029	2,000,000.00	112.94	EUR	2,273,019.16	0.40
IRISH GOVT 1.35% 18-18/03/2031	5,000,000.00	117.32	EUR	5,920,319.98	1.04
ITALY BTPS 0.35% 19-01/02/2025	5,000,000.00	102.20	EUR	5,117,596.73	0.90

Inventaire des instruments financiers au 31.12.2020

Inventaire des instruments financiers au 31.12.2020

Éléments d'actifs et libellé des valeurs	Quantité	Cours	Devise cotation	Valeur actuelle	% arrondi de l'actif net
ITALY BTPS 0.85% 19-15/01/2027	7,500,000.00	104.49	EUR	7,866,888.09	1.38
ITALY BTPS 0.95% 20-01/08/2030	13,500,000.00	104.53	EUR	14,166,815.07	2.48
ITALY BTPS 1.45% 18-15/05/2025	4,500,000.00	106.90	EUR	4,819,630.22	0.84
ITALY BTPS 1.6% 16-01/06/2026	15,000,000.00	108.62	EUR	16,316,334.00	2.85
ITALY BTPS 2.2% 17-01/06/2027	5,000,000.00	113.16	EUR	5,668,704.10	0.99
ITALY BTPS 2.45% 17-01/09/2033	9,500,000.00	120.45	EUR	11,523,401.49	2.02
ITALY BTPS 3.5% 14-01/03/2030	14,000,000.00	127.52	EUR	18,022,826.92	3.15
KBC GROUP NV 19-31/12/2049 FRN	2,600,000.00	106.64	EUR	2,814,298.08	0.49
LA BANQUE POSTAL 19-31/12/2059 FRN	2,000,000.00	102.56	EUR	2,060,839.22	0.36
NETHERLANDS GOVT 0.25% 19-15/07/2029	4,300,000.00	107.06	EUR	4,608,788.73	0.81
PORTUGUESE OTS 0.475% 20-18/10/2030	8,000,000.00	104.39	EUR	8,359,497.38	1.46
PORTUGUESE OTS 4.1% 06-15/04/2037	500,000.00	158.21	EUR	805,944.98	0.14
REP OF AUSTRIA 0.5% 19-20/02/2029	2,300,000.00	108.44	EUR	2,504,071.46	0.44
REP OF AUSTRIA 3.8% 12-26/01/2062	1,250,000.00	244.37	EUR	3,099,348.20	0.54
REPSOL INTL FIN 20-31/12/2060 FRN	1,800,000.00	107.62	EUR	1,975,708.59	0.35
SOCIETE GENERALE 14-07/04/2049 FRN	2,500,000.00	101.50	EUR	2,579,237.18	0.45
SPANISH GOVT 0.5% 20-30/04/2030	10,000,000.00	104.83	EUR	10,517,059.28	1.84
SPANISH GOVT 1.25% 20-31/10/2030	4,000,000.00	111.82	EUR	4,481,917.02	0.78
SPANISH GOVT 1.4% 18-30/04/2028	4,000,000.00	111.83	EUR	4,511,739.24	0.79
SPANISH GOVT 1.85% 19-30/07/2035	12,500,000.00	121.20	EUR	15,250,638.43	2.67
SPANISH GOVT 2.35% 17-30/07/2033	2,500,000.00	126.29	EUR	3,182,894.60	0.56
TELEFONICA EUROP 18-31/12/2049 FRN	3,000,000.00	102.84	EUR	3,092,994.56	0.54
TOTAL SE 20-31/12/2060 FRN	3,251,000.00	103.79	EUR	3,396,284.54	0.59
UBS GROUP 15-29/12/2049 FRN	3,400,000.00	105.03	EUR	3,742,432.21	0.65
UNICREDIT SPA 19-31/12/2049 FRN	2,500,000.00	116.23	EUR	2,922,681.41	0.51
VODAFONE GROUP 20-27/08/2080 FRN	2,500,000.00	102.94	EUR	2,597,036.91	0.45
VOLKSWAGEN INTFN 14-29/03/2049 FRN	2,500,000.00	111.25	EUR	2,872,250.53	0.50
Titres de créances				17,889,785.08	3.13
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé				17,889,785.08	3.13
Autres Titres de Créances				17,889,785.08	3.13
AXA SA 05-29/01/2049 FRN	500,000.00	100.64	EUR	517,381.30	0.09
BANQ FED CRD MUT 05-28/02/2049 FRN	1,400,000.00	89.89	EUR	1,258,476.79	0.22
ERSTE GROUP 20-08/09/2031 FRN	1,300,000.00	104.33	EUR	1,363,184.14	0.24
INTESA SANPAOLO 16-29/12/2049 FRN	2,000,000.00	100.36	EUR	2,071,956.45	0.36
REP OF AUSTRIA 0.75% 18-20/02/2028	4,000,000.00	109.65	EUR	4,412,304.35	0.77
SYNGENTA FINANCE 3.375% 20-16/04/2026	2,692,000.00	108.17	EUR	2,977,607.71	0.52

Inventaire des instruments financiers au 31.12.2020

Inventaire des instruments financiers au 31.12.2020

Éléments d'actifs et libellé des valeurs	Quantité	Cours	Devise cotation	Valeur actuelle	% arrondi de l'actif net
UNICREDIT SPA 14-29/12/2049 FRN	2,500,000.00	102.07	EUR	2,606,201.18	0.46
UNICREDIT SPA 20-22/07/2027 FRN	2,500,000.00	106.30	EUR	2,682,673.16	0.47
Titres d'OPC				223,355,930.65	39.08
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne				223,355,930.65	39.08
AMUNDI-POLEN GL GR-IHE C	20,000.00	1,402.01	EUR	28,040,200.00	4.91
COMGEST GROWTH EUROPE-EUR-IA	560,000.00	33.91	EUR	18,989,600.00	3.32
EXANE 1 CERES A CAP	1,200.00	17,848.26	EUR	21,417,912.00	3.75
GS EMRG MKT DEBT PT-ISEURH	800,000.00	8.68	EUR	6,944,000.00	1.21
HELIUM FUND-HELIUM PERF-S	17,550.00	1,309.63	EUR	22,983,988.95	4.02
HELIUM-HELIUM FUND-I CAP	36,500.00	1,103.88	EUR	40,291,656.50	7.05
JAN HN HOR GL SU EQ -GU2HEUR	1,600,000.00	17.93	EUR	28,688,000.00	5.02
MIRABAUD EQ GLB FOC-CHCAPEUR	217,230.00	126.84	EUR	27,553,453.20	4.82
MONETA MU CAPS C 4D	52,000.00	312.06	EUR	16,227,120.00	2.84
NORDEA 1 SIC-STAB RET-BIEUR	650,000.00	18.80	EUR	12,220,000.00	2.14
Instruments financiers à terme				-	-
Futures				2,550.00	-
EURO-BOBL FUTURE 08/03/2021	150.00	135.18	EUR	-18,000.00	-
EURO-BUND FUTURE 08/03/2021	80.00	177.64	EUR	20,550.00	-
Appels de marge				-2,550.00	-
Créances				927,731.98	0.16
Dettes				-727,877.23	-0.13
Dépôts				-	-
Autres comptes financiers				2,874,952.78	0.50
TOTAL ACTIF NET				571,567,745.46	100.00